ment défini dans sa motion quelle doit être l'action des syndicats et celle du Parti, qui ne saurait se confondre mais qui ne peut s'opposer sans diviser le prolétariat et le frapper mortellemnt.

Sur ce point il y a accord ; sur la tactique à suivre pour amener l'entente, il y a division.

La proposition Renard ne pouvait pas être admise à Amiens, dans l'état des esprits ; l'eut-elle été, elle demeurait sans sanction.

Ne commettons pas l'erreur d'assimiler la situation dans le Nord à celle des autres régions. L'unité est loin d'être réalisée dans le parti économique, la Confédération du Travail s'en rend parfaitement compte ; les antiparlementaires se sont bien gardés de présenter une motion contre le parlementarisme et en faveur de « l'action directe » ; ils ne l'ont pas fait parce qu'ils craignaient l'immédiate dislocation.

Que fait-elle du reste dans la pratique ? Voyez ce qui s'est passé lors de l'agitation pour la suppression des bureaux de placement : n'a-t-elle pas à la Chambre comme au Sénat, insisté pour obtenir que les parlementaires fassent voter la loi. Que signifient alors, toutes ses déclarations tranchantes ? N'a-t-elle pas agi de même à propos de la loi sur le Repos hebdomadaire ? Pouget, Bousquet, s'en montrent les plus ardents défenseurs, et ils reconnaissent que cette loi va faciliter singulièrement le recrutement dans les syndicats.

A Amiens, la Confédération du Travail, traitant de la question des huit heures, ne demande plus la descente générale dans la rue le 1er Mai ; elle ne demande plus aux travailleurs de déserter les ateliers sitôt après les huit heures de travail le 1er mai ; elle décide que le prolétariat manifestera le 1er mai en faveur de la réduction à huit heures de la journée de travail, selon la capacité particulière de chaque fédération ; elle ajoute même, que l'agitation se fera en faveur de la diminution de la durée actuelle de la journée de travail. *Que nous sommes loins de l'orgueilleuse intransigeance de Bourges !* Quelle évolution en deux ans ! Tout cela est dû, à la puissance des évènements et à la réalisation de l'Unité socialiste qui a permis de commencer uniformément l'éducation socialiste des travailleurs dans les syndicats.

A Amiens, la Confédération générale du Travail a été amenée à admettre que ses adhérents, en dehors du syndicat, sont libres de s'affilier à un parti politique et à y lutter comme ils l'entendent.

Sans doute elle n'est pas encore allée aussi loin que nous l'eussions voulu, nous socialiste, mais notons combien elle est moins arrogante.

Quelle résolution doit prendre notre Congrès ? Doit-il chercher à établir des rapports avec la Confédération, lesquels et comnment ?

Si nous aidons au développement de la Confédération en dirigeant l'afflux de tous les syndicats, nous aurons préparé efficacement la question de l'unification. Elle va ainsi se résoudre d'elle-même ; les haines disparaîtront ; l'hostilité de permanente qu'elle est, ne sera plus qu'accidentelle. Si nous décrétons des rapports, nous aurons pris une solution mort-née, qui pourra amener des à-coups dangereux, autant pour le Parti que pour la Confédération, dangereux certainement pour le prolétariat.

A Amiens, le Nord ne s'est pas montré intransigeant. Les camarades du Textile et Renard, y sont arrivés, considérés par beaucoup comme des ennemis que l'on eut bien voulu chasser. Ils se sont fait écouter cependant ; ils ont conquis une partie du Congrès et se sont imposés par le raisonnement. Leur motion a subi un échec, mais leur conception a gagné du terrain et a triomphé en partie. Agissons à Limoges comme on a agi à Amiens.

La Confédération générale du Travail n'est pas composée exclusivement d'anarchistes. A sa fête on trouve des camarades qui hier étaient socialistes et qui le sont encore aujourd'hui.

Dans l'ensemble la majorité est nettement socialiste. Mais, beaucoup se méfient, par expérience, des rapports continus avec les politiciens.

En ce moment s'opère un travail lent ; la Confédération se débarrasse de toute la métaphysique libertaire ; ne contrarions pas ce mouvement, évitons tout froissement. Laissons le temps faire son œuvre ; ne formulons pas un texte précis qui soit comme une menace socialiste au-dessus de la Confédération du Travail.

Discours de Vaillant

Le Nord, déclare VAILLANT, a voulu poser la question des rapports entre l'action syndicale et l'action politique de la classe ouvrière. J'estimais quant à moi qu'elle était prématurée et que l'on risquait en la posant d'aggraver le conflit.

Les chefs de la Confédération générale du Travail, ont exposé, avant le Congrès d'Amiens, leurs conceptions, et nous avons vu qu'elles se rapprochaient sensiblement des nôtres. Je dois déclarer que le Congrès d'Amiens, a de beaucoup dépassé mon attente et mes espérances, qu'il m'a donné pleine satisfaction.

Il importe que le Parti socialiste reconnaissant l'excellence de la constitution de la Confédération, favorise son action bien loin de la contrarier. Ne votons pas une motion qui rendrait plus difficile une entente qui se fera par la force des choses. N'ayons pas de hâte inopportune.

Nous devons reconnaître la Confédération générale du Travail comme l'expression de toute l'action économique du prolétariat.

De même, elle doit reconnaître le Parti socialiste comme l'expression de toute l'action politique du prolétariat.

Quand la Confédération s'est constituée, elle a eu à se méfier des partis politiques : les libertaires en ont profité pour s'y glisser et s'y imposer.

Le Congrès d'Amiens a mis les choses au point. Il a dit : les syndicats seront autonomes ; mais, en dehors d'eux, les syndiqués seront entièrement libres d'adhérer aux groupes politiques qui auront leurs préférences.

Ce n'est pas par en haut que se fera l'unification. Le but poursuivi de part et d'autre est le même ; l'action de la Confédération sera uniquement corporative, la nôtre exclusivement politique.

Nous devons reconnaître qu'une Confédération du Travail est nécessaire ; il ne faut pas qu'elle puisse redouter que nous voulons l'absorber. Or, elle redoute une subordination : nous ne le voulons pas, ce serait criminel ; autant que le serait la subordination du Parti à la Confédération.

Le personnel dans le Parti et à la Confédération est différent : tous nos militants sont syndiqués, mais combien sont considérables les syndiqués qui ne sont pas socialistes La Confédération générale du Travail est le seul terrain de recrutement pour le Parti socialiste.

C'est à la base des deux côtés, que se fera le parallélisme d'efforts. Soyons patients et contentons-nous de voter une motion semblable à celle qui a été votée à Amiens.

Reconnaissons la Confédération générale du Travail ; soutenons-la ; agissons constamment comme elle, pour la Grève générale, au 1er mai, etc... C'est de cette façon que se fera d'elle-même, l'unité qui est reconnue nécessaire par tous. Gardons-nous bien en ce moment de vouloir dépasser la limite tracée par elle. Elle ne veut pas de notre immixion chez elle, n'y allons pas et ne nous mêlons en aucune circonstance à son action.

Discours de Thomas

Le citoyen THOMAS, maire de Kremelin-Bicêtre, succède à la tribune au citoyen Vaillant.

La grande question posée par le Nord, dit-il, agite les esprits et fait naître des difficultés. *Elle a été du reste tranchée à Amiens* et je trouve ridicule qu'on y revienne.

Est-il possible que l'unité socialiste politique et l'Unité ouvrière économique, puissent établir des rapports entre leurs organisations centrales sous le régime capitaliste ? Certainement non, parce que dans les syndicats nous ne demandons pas à nos adhérents leur opinion ; d'ailleurs la grande masse est encore inconsciente.

A *Amiens que voulait-on ? Mettre fin à la* lutte aigre qui fait le jeu de la bourgeoisie, et qui amenait des divisions profondes au sein du prolétariat. Or, qu'a répondu l'ordre du jour de Grithuelhes ? Qu'en dehors du syndicat tous les camarades sont libres de faire telle politique qui leur plaît.

Vaillant nous disait, que ce résultat dépasse et de beaucoup toutes les espérances.

Quand aux syndiqués, peu à peu leur conscience s'éveille au sein du syndicat et de la Confédération. Alors, ils peuvent devenir socialistes ; mais s'ils deviennent libertaires c'est tant mieux.

Cessons donc toute lutte ; ne nous combattons plus. Marchons les uns et les autres, par des voies différentes vers l'expropriation capitaliste et l'affranchissement.

Discours de Tendero

Le camarade TENDERO s'étonne que le Nord maintienne sa proposition, après le vote de la motion d'Amiens.

La proposition du Nord tend à démolir toute l'organisation syndicale...

DELORY. — C'est complètement faux !

TENDERO. — C'est ainsi cependant que je comprends votre proposition. Vous dites en somme : ou bien vous serez socialistes, ou bien nous vous démolirons.

GHESQUIERE proteste à son tour très énergiquement.

Dans la salle on manifeste en sens divers.

TENDERO. — Je suis à la tribune et vous ne devez pas empêcher un ouvrier de parler. J'ai le droit de dire ce que je veux....

GHESQUIERE. — Vous n'avez pas le droit de falsifier une proposition. Vous n'avez certainement pas lu la proposition du Nord.

TENDERO. — Je demande que le Congrès *ne la discute pas et qu'il passe à l'ordre du jour.*

Discours de Rappoport

Dans la Confédération générale, explique *RAPPOPORT, il faut envisager deux choses* : l'action syndicale et l'action syndicaliste, qui sont deux choses absolument distinctes. Il est possible d'établir une entente entre notre action et l'action syndicale; aucun *rapprochement n'est possible entre* notre action et l'action syndicaliste.

Comment s'établissent des rapports normaux entre les partis politiques et le parti du travail, parti ouvrier économique ? Ou bien, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, le parti du travail est le plus fort et alors c'est lui qui, primitivement, dominera le parti politique. Ce n'est que lentement, au prix de tatonnements et d'expériences, que se fait l'évolution qui donnera la proéminence au parti politique dans le prolétariat conscient et organisé.

Ou bien, comme en Allemagne, c'est le parti socialiste politique qui est le plus fort, et alors c'est le parti politique qui conseille et dirige le parti ouvrier économique, sans l'opprimer en rien. Sous cette action, nous avons vu le développement extraordinaire des syndicats allemands, qui ont atteint et qui vont dépasser les organisations similaires *anglaises* et américaines. En une seule année ils ont enregistré un gain de huit millers de cotisants nouveaux.

En France et en Italie, les deux fractions sont de force sensiblement égale. Cet état crée des luttes pour la prééminence, des tiraillements et produit de la confusion. Pour augmenter la confusion il est né vers 1900, une doctrine nouvelle : le syndicalisme socialiste. *Pouget a défini la doctrine nouvelle* : ce sont les syndicats qui seuls doivent poursuivre la défense quotidienne des travailleurs ; le syndicat est la matrice unique du monde nouveau ; les syndicats sont à eux-seuls, tout le mouvement social.

En face de la déréspitude de tous les anciens organes sociaux, se lève l'organisme nouveau rédempteur, le Syndicalisme. Les *syndicalistes émettent cette prétention d'être* seuls les représentants autorisés de la classe ouvrière. Quant à nous, socialistes, *nous ne pouvons représenter, prétendent-ils,* que les patrons et les groupements mixtes des patrons et d'ouvriers.

Ils représenteraient eux, les intérêts ; nous ne représenterions que des opinions.

Voilà leurs *théories*. Eh bien j'estime que Vaillant fait de la mauvaise et fausse stratégie et suit une politique d'autruche en voulant favoriser la Confédération du Travail qui est dirigée par des éléments antisocialistes, par des libertaires qui ont la haine du socialisme et qui feront toujours converger toute action et toutes forces, contre le socialisme.

Ne nous faissons pas entraîner par une fausse diplomatie. Les syndicalistes ne cherchent dans les syndicats qu'à former et à recruter des libertaires. Vaillant dit que la Confédération est notre seul terrain de recrutement socialiste ; nous serions bien à plaindre si cela était exact. Notre terrain de recrutement c'est la France ouvrière toute entière et, la France ouvrière n'est pas anarchiste. Nous devons ouvrir les yeux des prolétaires contre les séductions de la propagande libertaire. Je suis convaincu que la bourgeoisie aux abois, saura faire des libertaires son dernier rempart contre l'assaut socialiste.

Les libertaires sont de deux sortes : les uns sont des naïfs et des rêveurs comme Kropotkine et Elisée Reclus ; les autres sont les pires politiciens. Ecoutez donc Griffuelhes à Amiens : n'est-ce pas lui qui parle de respecter les précédents ? de ne pas aller contre les usages ? En mais, me disais-je en l'entendant parler, voilà un parlementaire ; il s'exprime comme un futur homme d'Etat ! oui, attendons nous à voir un Etat syndicaliste, avec des anarchistes qui admettront le vote, la désignation des délégués, qui connaîtront des majoritards et des minoritards. *Ou sont les anti-votards ?* et les tenants de la vraie anarchie qui n'admet pas que le Moi puisse se faire représenter, suppléer, remplacer par un quelconque ? En assistant à Amiens à toutes les manœuvres parlementaires, à toutes les intrigues de coulisses, je voulais me persuader que la *avait été enterrée* l'anarchie.

Mais la masse ouvrière n'est pas heurtée par ces finesses et ces contradictions ; elle n'entend que les attaques incessantes et véhémentes contre le parti ouvrier politique organisé; contre ses bouffegalette à 25 francs par jour ; contre ses propagandistes et ses militants qui ne sont plus que des arrivistes.

Voilà le danger. Nous avons pu échapper au confusionisme ministériel, veillons à ne pas tomber dans le confusionisme syndicaliste.

Pour la masse, il ne faut pas de diplomatie. Nous sommes pour les syndicats contre le syndicalisme. Nous opposons drapeau à drapeau, idée à idée. Notre doctrine socialiste internationale, intégrale, doit être opposée crânement à la doctrine anarchiste. Il y a un abîme entre notre conception de la *transformation sociale* et la leur.

Leur thèse de l'action directe est une grande fumisterie qui n'a pu s'expliquer et se justifier que pour les époques de barbarie. L'anarchie n'est pas à la gauche du socialisme ; elle est à côté, en dehors et contre le socialisme. Là où l'anarchie est faible, le socialisme va bien.

Pour ma part j'ai regretté les avances qui ont été faites à St-Mandé à la Confédération générale du Travail.

Quand j'ai lu dans la « Voix du Peuple » avec quelle souveraine insolence ces avances étaient dédaignées, j'ai eu cette sensation que je recevais un soufflet.

Ayons donc la notion de notre dignité, de la dignité de notre Parti. Nous n'avons pas à faire de courbettes devant les anarchistes.

Discours de Alagnié

ALAGNIE se félicite que la Fédération du Nord *ait permis au Textile de porter sa motion* au Congrès d'Amiens. Elle a fait ouvrir les yeux et a provoqué une profonde émotion que justifie le dernier paragraphe de la motion du Nord qui prévoyant le cas du refus d'entente menace de créer une Confédération rivale avec des syndicats détachés.

GHESQUIERE proteste contre cette interprétation de la proposition du Nord.

ALAGNIE continue. — Quand j'ai entendu tout à l'heure le citoyen Maurice faire le compte rendu du Congrès d'Amiens, j'ai cru entendre la lecture d'un article du « Temps »

Il nous a dit que la Confédération avait abandonné le 1er Mai et la journée de 8 heures. Eh bien, il a commis une grossière erreur....

MAURICE. — C'est vous qui vous trompez.

ALAGNIE. — Non, elle n'a pas abandonné le 1er mai; c'est le parti socialiste qui a abandonné le 1er Mai et qui nulle part n'a aidé l'action de la Confédération.

GHESQUIERE, CONSTANS, interrompent vivement.

ALAGNIE. — Nulle part dans la Seine, nous n'avons vu les socialistes avec nous pour le mouvement du 1er Mai.

Oui, les anarchistes frappent à tour de bras sur les socialistes et sur les parlementaires et ils ont raison. J'invite le Parti à réfléchir et à se souvenir que socialistes, nous ne sommes pas la majorité dans nos syndicats et que dans nos réunions on nous fait constamment échec parce que nous sommes des socialistes et qu'on n'en veut plus.

Je dis que c'est une erreur de vouloir statuer sur la proposition du Nord. Sans doute j'admire l'organisation belge qui unit en un même corps syndiqués ,coopérateurs et socialistes ; mais nous ne sommes pas assez forts aujourd'hui pour imposer cette tendance à la Confédération et la forcer d'entrer dans une voie qui mènerait à cette organisation.

Faites vous-mêmes une action qui enlève aux anarchistes leur plate-forme et leur enlève tout prétexte de frapper sur vous. Maurice nous disait que la Confédération reconnaît par ses actes qu'elle a besoin des parlementaires. C'est exact et grâce aux efforts de quelques parlementaires socialistes la Confédération a pu être mise en contradiction avec elle-même. Et, cela était bien.

Le repos hebdomadaire sera appliqué par l'action des syndicats et des syndicats seuls; que tous les socialistes inscrits au Parti, viennent à leurs syndicats, comme le veut du reste notre réglement ; qu'ils y fassent la bonne besogne qui ne donnera plus prise aux attaques des anarchistes.

Le texte de la proposition Griffuelhes à Amiens est suffisant. Vaillant en a bien défini la portée en disant, que nous restons les uns et les autres sur nos positions.

On a reproché au Congrès d'Amiens de n'avoir rien fait : on s'est trompé. Amiens a fait une bonne besogne antimilitariste et sans une fausse manœuvre d'Yvetot sa proposition obtenait la même majorité qui s'était prononcée contre la proposition Renard.

Lafapie à Amiens a demandé qu'on ne s'invective plus à l'avenir entre les deux organisations. Faisons cela ; en même temps repoussons la proposition du Nord et soyons persuadés qu'avant qu'il soit longtemps la classe ouvrière toute entière, dans son organisation syndicale, coopérative et politique, ne formera plus qu'un unique et tout puissant parti.

Discours de Rolland

Le citoyen ROLLAND voudrait entretenir le Congrès d'un point de pratique qui se rattache à la discussion actuelle. Quelle sera ma conduite aux Bourses du Travail ? La majorité y est « syndicaliste ». Je suis socialiste, je dois donc apporter ma propagande dans mes milieux des syndicats. J'entends dire à la Bourse : le syndicalisme doit se suffire à lui-même et à la classe ouvrière. *Ma conscience socialiste ne peut admettre* cette affirmation. Voici que je vais voter pour le Bureau de la Bourse ; je me trouve en présence de libertaires et de réformistes, pourquoi ne décideriions-nous pas de voter pour notre propre tendance. Je ne suis pas réformiste, je ne veux pas aller vers Keufer; vous ne voudriez pas que je vote pour les anarchistes que je combats. Décidez donc en ce Congrès que partout où se trouveront des socialistes, ils ne voteront que pour des socialistes.

Discours de Marius André

Niet a dit que la motion du Nord à *Amiens a eu son utilité : elle a permis aux* syndicalistes et aux socialistes d'éclairer leur lanterne.

Soit. Mais faisons quelques constatations. Dans la Confédération générale où les socialistes sont en minorité la règle c'est d'insulter les socialistes ; c'est d'attaquer toujours les socialistes ; c'est d'envoyer partout, chaque fois que l'occasion s'en présente, des émissaires, contre ce qu'ils appellent des « marlous politiques ». Cela peut bien aller un temps ; pas toujours. La Confédération a eu peur de sa propre action et c'est pour cela qu'elle a décidé de nous... laisser en paix.

Bien. Mais cela n'empêche pas qu'on a proclamé à Amiens que le Syndicalisme se suffit, qu'il est appelé à tout faire dans le présent comme dans l'avenir — par ses seuls moyens — pour l'émancipation ouvrière.

Prenons garde, que cette déclaration est la négative formelle du Socialisme.

Je me demande pourquoi les Syndicats ne feraient pas une déclaration d'adhésion au Socialisme ? Je parle, cela s'entend, des vrais syndicats et non des syndicats de carton qui jouent un si grand rôle à la Confédération.

Nous sommes disent les syndicalistes les représentants d'opinions, eux d'intérêts. La Confédération prétend que dans les syndicats seulement peut se faire la lutte de classe, que le Socialisme y est impuissant parce, qu'il est à la remorque du pouvoir et n'est pas révolutionnaire.

Or, il est d'évidence que l'action syndicale ne peut être que le double de l'action politique. Le Parti Socialiste est la tête de l'action prolétarienne ; les autres organisations ne peuvent être que les membres du Parti.

Il appartient au Parti socialiste de ne pas quitter le Congrès sans avoir produit une affirmation sur la question qui nous occupe. Le dernier alinéa de la proposition du Nord ne peut pas signifier que nos syndicats se retireraient de la Confédération pour se dresser contre elle ; il veut dire tout au contraire que nous voulons entrer dans la place conscients de nos forces, pour enlever la direction de l'action syndicale. Nous le pouvons ,il nous suffit de vouloir. Nous le ferons dès que tous, dans le Parti, nous aurons compris que nous ne devons pas rester en dehors des syndicats ; quand tous nous ferons notre devoir, la question sera d'elle-même résolue. Alors nous serons dans la Confédération et nous y serons les maîtres. Serrons-nous les coudes dans les syndicats ; les camarades parisiens ne font pas tout leur devoir socialiste ; c'est de leur faute si des Bourses socialistes de province sont représentées par les anarchistes.

L'extrême abondance des matières nous oblige à ajourner la suite du compte-rendu de la discussion.

Faits Divers

HORS REGION

UNE REVOLTE MILITAIRE

Londres, 5 novembre. — Trois cents hommes en garnison à Portsmouth, mécontents d'un ordre qu'ils venaient de recevoir, se sont mutinés ; ils ont saccagé la caserne et ont essayé de s'enfuir.

On explique la révolte de la manière suivante :

Des hommes étaient sur les rangs pour la revue lorsqu'une forte averse étant survenue, ils se sont réfugiés à l'intérieur de la caserne pour se mettre à l'abri.

Ce mouvement n'ayant pas été commandé, ils ont reçu l'ordre de se rendre au gymnase et d'y reformer leurs rangs. L'officier qui est de petite taille, a ordonné aux hommes du premier rang de se mettre à genoux afin de se laisser voir de tous les hommes. Quelques-uns ont hésité ; un homme a refusé ; il a été remis à la gendarmerie maritime pour refus d'obéissance ; c'est alors que la mutinerie s'est produite. La cantine a été mise à sac.

Double Asphyxie

Lyon, 4 novembre. — Ce matin, à l'hôtel de l'Aigle, Grande-Rue de la Guillotière, à Lyon, deux voyageurs en tissus ont été trouvés asphyxiés.

Le premier, Paul Toulouse, natif de St-*Gaudens, respirait encore,* mais son état est grave ; le second, Ferdinand Bardignac, originaire de Paris, où habitent sa femme et ses enfants, est mort.

C'est au mauvais état de la cheminée, qu'est dû cet accident.

Informations

RÉGIONALES

Un homme brûlé par le Tramway

A LIEVIN

Un accident qui a causé la mort de la victime est survenu *dimanche soir*, à Liévin.

Le tramway partant de Liévin, à 9 heures vingt et se dirigeant vers Lens, a tamponné, vers le milieu de la rue Jean-Baptiste Defernez, un homme de 49 ans, Louis Porchet, chauffeur aux Mines.

L'accident s'étant produit en face de l'Alcazar, la victime qu'on avait relevée évanouie et couverte de blessures, y fut transportée. M. le docteur Lequette, auquel se joignirent bientôt MM. Cresson et Dupuich, pharmaciens, lui donnèrent des soins empressés, puis la firent conduire à son domicile, rue Rivault, numéro 8.

¡Le malheureux Porchet dont l'état était désespéré, n'a pas survécu à ses blessures. Il est mort hier, dans la matinée, laissant une veuve et quatre enfants.

Une enquête est ouverte pour déterminer les causes de ce déplorable accident.

EPHEMERIDES REGIONALES

Assassinat du Curé de Lompret

LE 6 NOVEMBRE 1831

L'abbé Wattinne, curé de Lompret, près de Lille, attendait, dans la « place » de son presbytère, l'heure de son souper, tout en causant avec sa vieille tante octogenaire. La nuit tombait. Il était environ 5 heures et demie.

Dans la cuisine attenante, la bonne s'occupait à préparer le repas.

Cette fille qui travaillait en s'éclairant, tant bien que mal, à la lueur d'un quinquet eut subitement un soubresaut d'épouvante. La porte de l' « allée » de la maison, donnant sur la cuisine venait de s'ouvrir sans bruit, livrant passage à un grand gaillard qui sembla à la pauvre servante un vrai diable sorti de l'enfer.

Sans dire un mot il s'avançait vers elle, tenant de chaque main le doigt sur la gachette, un pistolet armé, dont il braquait les canons à la hauteur de son visage.

L'inconnu avait aux pieds des chaussons de lisières ou de feutre qui étouffaient le bruit de ses pas. Une bande d'étoffe noire entourait sa tête, masquant sa figure, dont on ne voyait que les yeux qui brillaient à travers deux trous.

Instinctivement la domestique reculait, terrifiée, dans un angle de la cuisine. Mais, à ce moment, elle vit le mystérieux malfaiteur cesser de marcher sur elle, et se diriger vers la porte de la « place » voisine, où le curé, ignorant du danger, continuait sa conversation avec sa vieille tante ; et alors, cette brave fille, dédaignant les pistolets qui la menaçaient toujours, eut le courage de s'écrier :

— M'sieur le curé ! M'sieur le curé ! c'est à vous qu'on en veut... Sauvez-vous.

Il était trop tard. Avant que l'abbé Wattinne eût pu profiter de cet avertissement, le bandit masqué était devant lui et lui envoyait à bout portant un coup de pistolet en pleine poitrine.

En même temps il faisait feu, de son autre arme, dans la direction de la vieille tante qui, par bonheur, ne fut pas atteinte par le projectile.

Quoique gravement atteint, le curé se releva et s'armant d'une chaise se précipita sur son agresseur. Une lutte terrible s'engagea entre les deux hommes. Mais bientôt le prêtre perdant son sang et ses forces eut définitivement le dessous ; et d'un coup de crosse de son pistolet l'assassin l'envoya rouler à terre.

Que se passa-t-il exactement alors ? On ne peut être avec une précision absolue. L'abbé Wattinne rélait ; sa tante, frappée par le meurtrier de coups de pieds et de chaise, était plus morte que vive ; dans la cuisine, la bonne, émotionnée par les cris et les détonations, avait perdu connaissance...

Quand elle revint à elle, au bout de peu de temps, l'homme masqué avait disparu. Il ne semble pas qu'il ait rien volé ni emporté. Sans doute craignait-il surtout d'être pris et s'était-il sauvé en toute hâte.

A peine ressaisie, la servante chercha à porter assistance à son maître. Elle courut vers lui et le crut mort, ainsi que la vieille parente. Elle voulut sortir par la porte de la rue mais la serrure de cette porte était faite au double tour et la clé était enlevée. Elle essaya d'ouvrir la porte du jardin : impossible ; du dehors, on l'avait barricadée. Avant de s'enfuir, l'assassin avait enfermé la malheureuse dans la maison.

Sans perdre courage, elle grimpa au grenier et par une fenêtre, se mit à appeler au secours. D'abord ce fut peine perdue. Le presbytère de Lompret est situé à l'écart ; les passants sont rares, en hiver, au village, une fois la nuit tombée.

Voyant ses cris inutiles, la servante s'arma d'un grand chaudron, d'une paire de pincettes, et commença à tambourinter de toutes ses forces. Cette fois elle réussit à donner l'alarme ; des paysans accoururent. Ils vinrent la délivrer et donnèrent les premiers secours au curé.

Les blessures, quoique graves, ne paraissent pas inguérissables.

Les docteurs Duriez et Vanderhagh l'ont visité aujourd'hui et espèrent le sauver. La vieille tante en sera quitte pour la peur.

Il y a eu également descente du Parquet. Il croit être sur la piste du coupable. Cependant il n'y a encore personne d'arrêté.

L'abbé Wattinne a succombé, ce matin, à ses blessures. On a procédé à l'arestation d'un nommé Desmet, ouvrier agricole accusé de cet assassinat. Mais faute de preuves il a fallu le relâcher.

D'ailleurs il est bien à craindre que le coupable ne soit jamais découvert. Les mouvements de troupes occasionnés par le siège d'Anvers, la Révolution de Belgique et la crise industrielle que nous subissons ont rempli notre région d'une infinité de mauvais sujets et de rôdeurs de frontières.

La sécurité publique est très compromise. Les cultivateurs du pays retrouvent sous leurs portes des sommations avec menaces d'incendie, comme au temps des chauffeurs ; la fraude s'exerce à main armée ; des bribands inconnus ont essayé, en avril dernier, d'arrêter la malle-poste à Lille à Béthune.

C'est vraisemblablement un misérable de cet acabit qui a tenté l'audacieux assassinat de Lompret.

Pour copie conforme :
Emile ALEXANDRE.

LA CLASSE DE 1903

LIBERATION ANTICIPEE

Depuis l'application de la loi sur la réduction du service militaire, les journaux démocratiques n'ont cessé de réclamer, comme une mesure indispensable, la libération anticipée de la classe 1903 — la dernière qui soit encore soumise aux règles de la loi de 1889.

Nous sommes heureux d'apprendre que le ministre de la guerre étudie actuellement la possibilité du renvoi de ce contingent au printemps prochain. Le général Picquart et M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat, ont donné l'assurance qu'ils examineraient avec la plus grande bienveillance l'opportunité de cette mesure.

Nul ne peut nier l'intérêt qu'elle présente au point de vue budgétaire et les seuls opposants sont des réactionnaires, toujours prompts à se saisir du prétexte de la défense *nationale* pour refuser à la démocratie les satisfactions les plus légitimes.

Mais les nationalistes peuvent être facilement convaincus. Au printemps prochain, les recrues de la classe 1905 seront mobilisables, leur instruction élémentaire sera sans doute achevée. Dès lors les patriotes les plus scrupuleux ne peuvent voir aucun danger dans le départ des soldats de la classe 1903, qui auront d'ailleurs accompli plus de deux années de service militaire.

Nous faisons appel aux sentiments d'équité du ministre de la guerre. Il serait inutile et injuste de ne point faire une sorte d'application rétroactive de la loi de 1905 aux hommes qui sont encore sous les drapeaux.

Au reste, tous ceux qui ont été soldats savent combien est inutile la troisième et dernière année de séjour à la caserne. Si les législateurs ont admis que deux années suffisent pour former un défenseur de la patrie, il est illogique de retenir plus de deux ans les troupiers de la classe 1903.

La logique, le bon sens et l'intérêt budgétaire imposent leur libération au début de l'année 1907.

Dernière Heure

Grave affaire d'espionnage

Un bruit sensationnel. — Une grande ambassade européenne à Paris serait compromise.

New-York, 5 novembre. — Le correspondant parisien du « New York Times » télégraphie :

« Dans les milieux politiques bien informés, on ne parle aujourd'hui que de la découverte d'un système étendu d'espionnage dans lequel serait gravement compromise une des plus importantes ambassades européennes à Paris.

» Depuis quelque temps, on soupçonnait que des documents de la plus haute importance politique avaient été subrepticement communiqués à une puissance étrangère.

» Conséquemment, une enquête fut ouverte et, d'après mon informateur, qui est en situation de savoir, mais, dont cependant, je ne vous transmets les déclarations que sous réserves, on réussit à prendre en flagrant délit la personne qui fournissait les informations et celle à qui elles étaient fournies, et qui n'est autre qu'un très haut fonctionnaire étranger.

On prédit que la découverte qui viendrait d'être faite donnera lieu à de graves discussions internationales. »

Nous n'avons pas vu avoir confirmation de ce bruit ni au ministère de la guerre ni à celui des affaires étrangères.

Un détachement français surpris au Soudan

RENSEIGNEMENTS OFFICIELS

Paris, 5 novembre. — Des renseignements complémentaires sur l'engagement du 25 octobre dernier, entre Tdidz-Kadja et Nondjieria, au Soudan, sont parvenus au ministre des colonies.

Il semble malheureusement certain aujourd'hui que l'on ait à déplorer la mort de deux lieutenants et de deux sergents. Le nombre des tirailleurs tués est, par contre, notablement inférieur à celui indiqué par les télégrammes privés.

Les Maures étaient au nombre de plus de cinq cents, armés pour la plupart de fusils à tir rapide. Malgré leur énorme supériorité numérique sur le détachement qu'ils ont surpris, ils ont de très nombreux tués et blessés. Le poste de Tdidz-Kadja qui depuis l'assassinat du dernier administrateur porte le nom de fort Coppolani est bien fortifié et amplement approvisionné en vivres et en munitions. Le capitaine Visso, qui le commande, déclare pouvoir y résister à une attaque éventuelle.

M. Millies-Lacroix s'est néanmoins assuré que des renforts ont été envoyés. Les mesures nécessaires ont été prises par M. Merlin, gouverneur général par intérim.

Le ministre des colonies, dès qu'il eut connaissance de l'évènement, a immédiatement convoqué les hauts fonctionnaires de l'Afrique Occidentale, actuellement en congé en France.

Après avoir conféré avec eux sur les mesures qu'il convenait de prendre, il a invité MM. Merlin Ponty, lieutenant gouverneur du Sénégal et du Niger et le colonel Montamé Cadetoscq, commissaire du gouvernement à regagner leur poste par le plus prochain courrier. Ils s'embarqueront vendredi prochain à Bordeaux. Le ministre a également prié le général Antéoud, nommé tout récemment commandant supérieur des troupes de l'Afrique Occidentale française, de rejoindre Dakar, par le paquebot du 23 novembre.

FRANCE & ALLEMAGNE

DECLARATIONS DU KAISER

Berlin, 5 novembre. — Au cours de l'audience que l'empereur a accordée à M. de Laguiche, attaché militaire de France, chargé de remercier le gouvernement allemand pour la délicate attention de la cérémonie de Mayence, qui doit d'ailleurs être reportée uniquement à l'initiative impériale, Guillaume II exprima à plusieurs reprises sa satisfaction pour la façon dont ce témoignage de camaraderie militaire avait été apprécié en France et il chargea l'attaché militaire de remercier à son tour le gouvernement français de sa démarche courtoise. M. de Laguiche fut invité à déjeuner au palais en même temps que les membres de la conférence de la radiotélégraphie.

L'empereur retint ses hôtes jusqu'à quatre heures et leur fit visiter les anciens salons de Frédéric le Grand dont les tapisseries ont été restaurées récemment et les anciennes soieries refaites à Lyon.

A diverses reprises, Guillaume II revint sur le thème de l'Europe trop petite pour être divisée et la nécessité de s'unir contre les concurrences nouvelles qui s'élèvent.

L'Alliance des trois empereurs

Berlin, 5 novembre. — Le baron d'Erenthal a abrégé son séjour à Berlin et a continué hier son voyage vers Pétersbourg. L'audience de l'empereur, l'entrevue avec le chancelier sont reportées à son retour.

On compte à Berlin sur un rapprochement austro-russe qui sera l'œuvre de M. Ehrenthal.

Il paraît que M. Iswolsky est parti aussi très satisfait de sa conversation avec le prince de Bulow qui porta surtout sur les questions concernant la Pologne russe, mais qu'en dehors de l'entente sur la question polonaise commune aux trois empires, quelque de nature très différente dans chacun d'eux, il ne fut nullement question de l'alliance des trois empereurs.

On considère, en effet, à Berlin, que le voyage de M. Iswolsky a fortifié l'alliance franco-russe.

Zola au Panthéon

Paris, 4 novembre. — Le Sénat, réuni dans ses bureaux, a nommé une commission chargée d'examiner la proposition relative à la translation des cendres d'Emile Zola au Panthéon.

Ont été élus : MM. Leydet, Dauny, Boissy d'Anglas, Vagnat, Bienvenu-Martin, Ponthier de Chamaillard, Crespin, Maurice-Faure, Béral.

La commission est en grande majorité, favorable au projet.

Incident entre l'Allemagne et la Serbie

A PROPOS DE CANONS

Londres, 5 novembre.— On télégraphie de Vienne :

« Un différent a surgi entre la Serbie et l'Allemagne. Cette dernière puissance accuse un membre de la commission serbe, envoyé à l'étranger pour choisir de nouveaux canons de campagne ,d'avoir pris les plans et dessins de la culasse des canons Krupp, inspectés à Essen et d'avoir commandé aux établissements Schneider, au Creusot, des culasses identiques.

La maison Krupp en a appelé au gouvernement allemand, qui a l'intention de demander au gouvernement autrichien de refuser le passage des canons Schneider destinés à la Serbie.

On déclare hautement que certaines personnalités serbes ont touché de forts pots de vin du Creusot pour la commande de ces canons. »

La Situation au Maroc

Paris, 5 novembre. — Dans les milieux politiques français, on envisage avec plus d'optimisme la situation au Maroc et on déclare que grâce à la vigilance du corps diplomatique, elle s'est sensiblement améliorée.

Les Associations cultuelles

Nantes, 5 novembre. — Le conseil municipal radical-socialiste de Chantenay-sur-Loire (banlieue de Nantes), a décidé la formation d'une association cultuelle, pour assurer la dévolution des biens et la continuation du culte dans les deux paroisses de cette commune.

M. Griveaud, maire de Chantenay, a pris la proposition de cette décision.

Le conseil municipal de Chantenay suit, comme on le voit, l'excellent exemple donné par la municipalité d'Auch, sur la proposition de M. Decker-David.

LE LOCK-OUT DE VERVIERS

LES PATRONS FONT DE NOUVELLES MENACES

Verviers, 5 novembre. — Les ouvriers du peignage, au nombre de 3500, n'ayant pas repris le travail ce matin, la fédération des patrons des peignages de l'industrie textile réunie d'urgence, a décidé d'écrire à la fédération ouvrière textile pour lui rappeler les engagements pris lors de la signature du traité mettant fin au lock-out.

Au cas où ces engagements ne seraient pas tenus et où le travail ne serait pas repris par les ouvriers du peignage, la fédération des patrons déclare qu'elle refuserait à l'avenir de traiter avec le syndicat et se verrait obligée de recourir de nouveau au lock-out.

Congrès des socialistes de Prusse

Berlin, 5 novembre.— Les socialistes prussiens tiendront, le 27 décembre, un congrès à Berlin.

A l'ordre du jour, figurent l'examen de l'activité parlementaire de la Diète prussienne, la question du suffrage universel en Prusse et les élections de 1908.

COUR